

APPEL À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN APPUI AU PEUPLE YANOMAMI

« *Chaque jour vers l'enfer nous descendons d'un pas, sans horreur, à travers des ténèbres qui puent* » – Charles Baudelaire, *Les fleurs du Mal*

Cette citation de Baudelaire est très significative de l'horreur que vit le peuple Yanomami. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 540 enfants de moins de 5 ans sont morts pendant l'administration de l'ancien président Jair Bolsonaro (2018-2022). Les images diffusées ces jours-ci par la presse brésilienne, internationale et les témoignages recueillis par le Président Lula lors de son voyage dans l'État du Roraima, montrent que nous sommes face à une véritable tragédie humaine. Il est inconcevable de voir des enfants et des vieillards du peuple Yanomami en situation de famine et d'abandon. Ceci constitue la démonstration la plus évidente qu'il ne s'agit ni plus ni moins d'un génocide prémédité. Jair Bolsonaro a sciemment ignoré les demandes d'aide officielles que le peuple Yanomami a transmises aux différentes institutions de l'État fédéral : Funai, Police Fédérale, « Ministères publics », etc. Des mesures d'urgence ont été prises par le gouvernement de Lula.

L'Hutukara, une organisation créée par les peuples indigènes eux-mêmes ont envoyé plusieurs lettres officielles aux organismes publics au cours des deux dernières années au sujet des conflits sanglants qui pourraient aboutir au génocide des Yanomami. Elle a également publié trois notes publiques sur l'attaque d'une station écologique de l'ICMBio, la mort de deux enfants par une drague minière et la situation précaire de la « maloca » (habitat communautaire) d'Aracaça. Dans ces documents, les dirigeants indigènes commentent les atrocités auxquelles ils sont confrontés presque quotidiennement. Les orpailleurs traversent les rivières en menaçant et en tirant sur les Yanomami. Des groupes isolés ont été attaqués par des orpailleurs. Les postes de santé ont été fermés à cause de ces conflits intenses et les pistes d'atterrissage sont devenues une zone de transport de l'or et des orpailleurs illégaux. En l'absence de médecins et à cause de la proximité des orpailleurs, la malaria s'est répandue parmi les Yanomami. Ils se trouvent enfermés, isolés dans leurs territoires, à la merci des orpailleurs.

Nous, signataires de cette tribune, nous demandons :

- La constitution au plus vite, d'une commission internationale d'observation composée de juristes, d'élus du parlement Européen et de spécialistes afin de se rendre dans le territoire du Peuple Yanomami dans l'Etat du Roraima et de rédiger un rapport.
- L'organisation d'un soutien psychologique face au trauma de cette tragédie de génocide, et à la fuite de leur territoire sous la menace des orpailleurs.
- La constitution d'un fond d'aide d'urgence, notamment une aide médicale d'urgence.

Enfin, comme toujours dans ce genre de situation, une minorité malintentionnée tente de profiter de la vulnérabilité des indigènes, encore une fois des familles, notamment des enfants, en sont les victimes. C'est pourquoi il importe que les institutions compétentes prennent la mesure des risques encourus afin d'éviter que d'autres tragédies s'ajoutent à celle déjà en cours.

Signataires :

Laurent Binet, écrivain

Gilles Boetsch, président de l'Institut Balanitès

Cristovam Buarque, ancien ministre de l'Éducation, ancien sénateur et gouverneur de Brasília

Michel Brunet, paléoanthropologue, professeur au Collège de France

Vanessa Maria de Castro, professeure, université de Brasilia

Marianne Cohen, géographe, professeure, Paris Sorbonne

Philippe Descola, anthropologue, professeur émérite au Collège de France

Laure Empereire, anthropologue, IRD

Annie Ernaux, Prix Nobel de littérature 2022

Maria Fernanda Espinosa, ancienne présidente de l'Assemblée des Nations Unis

Luis M. Flores, philosophe, Université pontificale Catholique du Chili

Guido Girardi, ancien président du Sénat du Chili, président de la fondation Futur

Davi Kopenawa, président de l'association Yanomami Hutukara

Dario Vitorio Kopenawa, vice-président de l'association Yanomami Hutukara

Nicole Lapierre, anthropologue, directrice de recherche émérite au CNRS

Pierre Larrourou, député au parlement européen

Raoni Metuktire, chef du peuple Kayapo

Rosa Montero, écrivaine

Didier Moreau, directeur de l'Espace Mendès France de Poitiers

Edgar Morin, sociologue, philosophe

Véronique Nahoum-Grappe, anthropologue, EHESS

Alfredo Pena Vega, sociologue, directeur du Global Youth Climate Pact, EHESS

Elimar Pinheiro do Nascimento, université de Brasilia.

Jean-Marc Salmon, sociologue, Lasco, institut Mines-Télécom

Vandana Shiva, écrivaine

Marina Silva, ministre de l'Environnement du Brésil

Tayli Terena, Comité intertribal Memoria e Ciencia indigena - ITC

Eduardo Viveiros de Castro, anthropologue, musée nationale, Rio Janeiro